



## **Instrumentalisation de l'identité anglophone au cœur de la réinvention du problème anglophone au Cameroun**

**Ousseini Nghagno Moluh**

URPOSSOC/Université de Dschang

[njimoluh23@gmail.com](mailto:njimoluh23@gmail.com)

*This is an open access article under the [CC BY-NC-ND](https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/) license.*



---

### Résumé

Le concept de l'identité est pour les entrepreneurs de la cause anglophone, le ciment sur lequel s'est construit le Cameroun occidental, pendant la colonisation britannique. Terme aux contours flous, l'identité anglophone semble être aujourd'hui le caillou dans la chaussure du Cameroun, et ne facilite pas l'intégration et l'unité nationale. Parmi les moyens utilisés pour parvenir à la restauration de leur Etat, l'instrumentation de l'identité anglophone, legs colonial britannique au Cameroun, le renouvellement d'un discours sur un mariage de dupe (1961-1984), en sont quelques illustrations. Ainsi, le recours à la mémoire de l'histoire par les mobilisations multisectorielles, fondées sur le rejet du modèle voyageur, la crise d'un ordre politique sclérosé. Ces luttes de sens, malgré les apports non négligeables dans l'amélioration du quotidien des anglophones, participent du durcissement des positions antagonistes. Pour éviter l'enlisement de la crise, l'Etat s'appuie sur le Grand-dialogue National, assorti d'une batterie de mesures et aussi la militarisation. Cet article défend l'idée selon laquelle seule la bonne gouvernance, axée sur le développement des territoires et le respect de l'Etat de droit peuvent être des clés l'évitement de la sécession.

**Mots clés** : Instrumentalisation, identité, problème anglophone, réinvention, Cameroun

### **Abstract**

The concept of identity is, for entrepreneurs of the Anglophone cause, the cement on which Western Cameroon was built during British colonization. A term with vague contours, English-speaking identity today seems to be the pebble in Cameroon's shoe, and does not

---

facilitate integration and national unity. Among the means used to achieve the restoration of their State, the instrumentation of English-speaking identity, a British colonial legacy in Cameroon, the renewal of a discourse on a duped marriage (1961-1984), are some illustrations. Thus, the recourse to the memory of history through multi-sectoral mobilizations, based on the rejection of the traveling model, the crisis of a sclerotic political order. These struggles over meaning, despite the significant contributions to improving the daily lives of English speakers, contribute to the hardening of antagonistic positions. To avoid the crisis getting bogged down, the State relies on the Grand National Dialogue, accompanied by a battery of measures and also militarization. This article defends the idea that only good governance, focused on territorial development and respect for the rule of law can be the keys to avoiding secession.

**Keywords:** Instrumentalization, identity, Anglophone problem, reinvention, Cameroun.

**Digital Object Identifier (DOI):** <https://doi.org/10.5281/zenodo.14025666>

---

## 1 Introduction

En 1997, les anthropologues Konings et Nyamnjoh rappelaient déjà à la mémoire collective (Ricoeur, 2000 : 26-66) la question collective que mobilise de temps à autre le Cameroun occidental, ces derniers ne pouvaient s'empêcher de mettre en lumière une épistémologie de l'histoire et d'une herméneutique de l'oubli de la question anglophone<sup>1</sup> (Koning, Nyamnjoh, 1997 : 207-229) dans le pays où le passé qui ne passe pas pèse sur le présent (Deborah, 1989 : 281-300). Ces propos de l'ancienneté et de l'attention accordée au « problème anglophone » qui ne s'évanouie pas et son impact sur le destin commun des deux Cameroun. Le « problème anglophone » au Cameroun est un ensemble de revendications exprimées de diverses manières et à de nombreuses occasions par les anglophones depuis le referendum constitutionnel de 1972 qui a conduit à l'abolition de l'Etat fédéral et à l'avènement d'un Etat unitaire.<sup>2</sup> Tandis que la « crise anglophone » la crise anglophone est liée aux revendications corporatistes, qui s'est mutée en un conflit armé qui sévit depuis 2017 dans les régions anglophones du Cameroun opposant les divers groupes armés de l'Ambazonie aux

---

<sup>1</sup>Il faut tout de même préciser que le « problème anglophone » explicité dans le corps de l'introduction, et la « question anglophone » traduisent une seule et même réalité.

<sup>2</sup>Entretien accordé par Aristide Mono, universitaire, Yaoundé, 10 décembre 2022.

forces armées gouvernementales.<sup>3</sup> Par conséquent, depuis la réunification, en passant par la République Unie et la République du Cameroun, l'identité anglophone est devenue le caillou dans la chaussure du Cameroun, à travers lequel, les entrepreneurs de la cause anglophone, se définissant comme une minorité visible cherchent à obtenir plus de l'attention aux problèmes qu'ils portent, y compris sa politisation. (Carel, 2006 : 12) A travers donc la sociologie des crises politiques, (Dobry, 1986 : 52) l'auteur met un accent sur le processus de naissance des crises, qui donne à voir les changements de régime. Cependant, au lendemain des revendications d'ordre social, battus en brèche par une répression brutale, (Pettrigh, 2019 : 4) et l'enjeu dans ce cas est toujours un enjeu de lutte. (Bourdieu, 1976 : 15) Des travaux anciens et récents se sont intéressés à l'étude des mouvements sociaux, qui appellent à une « décompression autoritaire » (Bayard, 1991 : 5-20) dans un système où la libération de la parole reste un enjeu de lutte.

Cet article souhaite mettre en évidence la manipulation de l'identité anglophone opérée par les acteurs de la société anglophone pour obtenir plus de concessions du pouvoir central installé à Yaoundé. Plus précisément, il s'agit de voir comment certains travaux se sont intéressés aux dynamiques de la crise mettant l'ancrage sur la saisie des medias, (Wamé, 2018 : 113-116) par les groupes contestataires pour poser le problème de la forme de l'Etat, (Berthol, 2018 : 99) et le recours au religieux pour reconstituer les dynamiques à l'œuvre dans la crise. (Machikou, 2018 : 122) La culture anglophone constituerait-elle un ensemble de représentation figée dans le temps ? Pour répondre à cette question, nous faisons recours ici à Jean-François Bayard, repris par Chavagneux, (Chavagneux, 1996 : 2) pour qui la culture n'est pas en ensemble clos. Ainsi, une identité culturelle ne correspond nécessairement à une identité politique, celle-ci étant une construction culturelle, politique ou idéologique. (Chavagneux, 1996 : 2) Ainsi, au sens de Foucault, (Foucault, 1994 : 41-95) les anglophones au Cameroun luttent contre la domination, contre l'exploitation et l'assujettissement. (Foucault, 1994 : 41-95) Ici, la question de l'identité est politique, (Rancière, 1998 : 83-92) c'est-à-dire que c'est une question de luttes sociales, politiques, voir nationale. Ces luttes sociales, qui composent avec l'identité dans le cas de la crise anglophone peuvent être assimilés aux mécanismes de résistance sociales. (Rancière, 1998 : 83-82) Au-delà de la mobilisation de cette revue de littérature sur la crise anglophone et les auteurs ayant travaillé sur l'identité, notre article propose une singularité, c'est-à-dire que nous avons à faire à un cas très complexe d'un pays qui autrefois fut administrer par les puissances étrangères, et chacune avait ses particularités.

---

<sup>3</sup>Entretien accordé par Aristide Mono, universitaire, Yaoundé, 10 décembre 2022.

Ces entrepreneurs de la cause anglophone politisent l'identité, pour promouvoir d'intérêts ou de droits particuliers des anglophones.

En effet, l'article s'inscrit dans un registre qualitatif, c'est-à-dire que nous inscrivons dans une démarche positiviste. Ce travail s'appuie sur un terrain de recherche de doctorat de quatre mois portant en partie sur la crise anglophone et réalisé entre décembre 2022 et mars 2023. Dans ce cadre, j'ai principalement mené des entretiens semi-directifs avec des acteurs variés, rencontrés dans les villes de Yaoundé, Douala, Limbé. Notons cependant que la majorité des données de type qualitatif était collectées sur dans les medias en ligne, dans les articles de presses. A travers l'analyse de contenu, (Bardin, 1977 : 123) nous avons procédé à l'exploitation des données recueillis autorisant l'explication allant dans le sens d'une logique hypothético-déductive, (Hesse, 1980 : 170) qui permet une mise en évidence les discours politiques au sujet de la crise. Ainsi, malgré la difficulté d'accès des personnes capables de produire le narratif sur la crise, ce travail dans le cadre de notre thèse a donné lieu à 45 entretiens semi-directifs des acteurs issus de la société civile et politique, des hommes de medias, des intellectuels, etc.

Partant de ce constat, cet article se penche sur l'exposition d'un problème complexe par cette minorité visible qui demande à être prise en compte dans le cadre d'une vie au sein de la République du Cameroun. Cela nous emmène dans cet article de voir comment les acteurs individuels et collectifs pris dans cet engrenage, se saisissent dont de l'identité pour aborder des problèmes plus profonds. Comment est-ce les entrepreneurs de la cause anglophone s'approprient-ils l'identité pour poser le problème en termes politique ? Les logiques de marginalisation mises en place par les acteurs de la société anglophone ne constituent-elles pas un moyen de pression et restauration d'un supposé Etat anglophone où il fera bon vivre ? A travers cette interrogation, nous voulons comprendre la stratégie mise en œuvre par les acteurs de la crise, pour opposer un rapport de force en mobilisant les ressources héritées du passé, pour des besoins du présent et des aspirations futures. Sur le plan épistémologique, nous faisons recours sur le plan théorique à l'interactionnisme symbolique développé par les pères fondateurs (Horton Cooley, Herbert Mead), puis ses continuateurs (Everett Hughes, Howard Becker, Anselm Strauss), fait de l'individu un acteur de la construction de l'ordre social. (Blumer, 1969 : 59) Dans le cas de la crise dite « anglophone »,<sup>4</sup> les acteurs de la contestation interagissent et laissent entrevoir les raisons d'une lutte qui s'inscrit dans une dynamique de la reconnaissance de leur propre identité.

---

<sup>4</sup>Entretien du 10 décembre avec l'universitaire Aristide Mono, Yaoundé, 2022.

L'enjeu ici est de voir comment les entrepreneurs de la cause anglophone (problème anglophone)<sup>5</sup> mobilisent les ressources argumentaires basés sur l'identité pour faire pression et obtenir des gains politiques. Dans ce contexte, nous commençons l'exploration du sujet en revisitant la trajectoire qui est celle du Cameroun occidental qui clame son legs issu de la colonisation britannique au Cameroun. Dès lors, le recours à la mémoire de l'histoire permet de remettre en cause le mariage issu des accords de 1961 à Foumban. Il faut tout de même préciser que cela n'a été possible que par les mobilisations multisectorielles, fondées sur le rejet du modèle voyageur, la crise d'un ordre politique sclérosé. Ces luttes de sens, malgré les apports non négligeables dans l'amélioration du quotidien des anglophones, participent du durcissement des positions antagonistes. Pour éviter l'enlisement de la crise, l'Etat s'appuie sur le Grand-dialogue National, assorti d'une batterie de mesures et aussi la militarisation. Cet article défend l'idée selon laquelle seule la bonne gouvernance, axée sur le développement des territoires et le respect de l'Etat de droit peuvent être des clés l'évitement de la sécession.

## **2 Cadrage historique à l'origine de production des récits au sujet de la crise anglophone**

Ici, les défenseurs de la cause anglophone remontent au passé, pour mieux envisager leur futur commun avec le Cameroun francophone. (2.1) La présence et la légitimation d'un passé colonial singulier, participe de production d'une prétendue thèse de la recolonisation du Southern Cameroon. (2.2) Il faut donc préciser que cette mobilisation des récits liés à l'histoire coloniale a été possible par une combinaison d'éléments causaux au centre de la réinvention du problème anglophone. (2.3)

### **2.1 Le poids du passé colonial au cœur de la fabrication du problème anglophone**

Ce point de l'article présente comment s'est construit les récits mobilisant la trajectoire singulière qui est celle du Southern Cameroun. On se situe ici dans un cadre politique où les acteurs anglophones dénoncent une manipulation de l'histoire. (Ricoeur, 2000 : 103) Ce discours nostalgique sur un passé colonial moins triste, est avant tout un discours contre l'assimilation et qui vise à légitimer une lutte en se fondant sur l'histoire originelle, élément fondateur de « mémoires » communes. (Ricoeur, 2000 : 103) Pour cela, les entrepreneurs de la cause anglophone remettent en scène les traits les plus importants de la nature de la société

---

<sup>5</sup>Entretien accordé par Aristide Mono, universitaire, Yaoundé, 10 décembre 2022.

anglophone sous-mandat<sup>6</sup> et sous-tutelle (Ndam, 1976 : 90) et du processus social qui a conditionné son évolution. A ce stade, les premiers récits qui caractérisent le problème anglophone au Cameroun découlent à la défaite de l'Allemagne<sup>7</sup> lors de la première guerre mondiale, et de la mise sous double administration franco-britannique du Cameroun. Cet événement a, sans aucun doute une incidence importante sur le destin du Grand-Kamerun, et d'un système politique dans les deux Cameroun postindépendance.

Dans le Cameroun français, la France fait de son territoire, un espace d'expérimentation (Imbert, 1982 : 3) de la politique française en Afrique, qui est le résultat d'un produit importé (Médard, 1991 : 332) appliqué sur des réalités sociales autres. En d'autres termes, la métropole use d'une politique d'assimilation qui vise « à rapprocher les populations indigènes des valeurs de droit français ». (Martin, 1988 : 25) Cette dynamique qui oscille entre « impérialisme » et « mission civilisatrice » était pratiquée différemment lorsqu'on se trouve dans le Cameroun britannique. Ainsi, dans le Southern Cameroun, et se conformant selon la constitution Macpherson (Nicolson, 1969 : 277) s'est vu appliquer une politique de « l'indirect rule » initié par Sr Frederick Lugard, (Perham, Margery, Lugard, 1957 : 198-200) qui selon Elie Smith consiste à laisser la gestion des affaires locales à des chefs indigènes (natives authorities). Cette volonté d'émancipation des peuples colonisés, était appuyée par un système judiciaire historiquement<sup>8</sup> symbolisé par la Common Law,<sup>9</sup> et basé sur l'Equity. Cela montre bien, malgré les mutations des formes institutionnelle de l'Etat, que les structures traditionnelles issues du projet britannique d'Etat hégémonique restent cruciales pour comprendre les transformations de la crise anglophone au Cameroun.

Il existe donc des différences considérables entre le modèle d'administration directe et celui de l'indirect rule. Si le premier modèle est plus interventionniste que le second, la seconde différence majeure réside dans la place centrale qu'occupent les « natives authorities ». Ainsi, le Cameroun français proclame son indépendance le premier janvier 1960 pour devenir la République du Cameroun. Le cas du Southern Cameroon reste complexe, où les populations

---

<sup>6</sup>Accord franco-britannique. 4 mars 1916. Échange de lettres entre l'Ambassadeur de France à Londres Paul Cambon et le Secrétaire d'État britannique aux affaires étrangères Edward Grey, les 3 et 4 mars, sur la répartition provisoire des territoires du Cameroun. Il s'appuie sur le tracé Picot-Strachey et marque le partage du Kamerun

<sup>7</sup>D'après l'article 119 du Traité de Versailles, l'Allemagne est contrainte de renoncer à ses anciennes colonies y compris le Cameroun.

<sup>8</sup>La Common Law tire ses fondements dans les textes plus anciens comme : l'habeas corpus acte de 1679, Pétition Right de 1628, Magna Carta de 1225.

<sup>9</sup>La Common Law est un droit essentiellement jurisprudentiel, un système du « *judges made Law* » où c'est le juge qui fait la loi, s'inspirant cependant sur des précédents.

de ces régions, pour obtenir leur indépendance ont été soumis selon la résolution 1352 (XIII) du 16 octobre 1959, à deux plébiscites séparés, où dans la partie septentrionale et méridionale du Cameroun Britannique. Ceux du nord de ce territoire (Northern Cameroons) optent pour se rattacher au Nigeria<sup>10</sup> voisin alors que ceux du sud (Southern Cameroons) choisissent de s'allier à la République du Cameroun. Une autre caractéristique de ce mariage, qui marque en date du premier octobre le début d'une expérience fédérale, réside dans la conception d'une autonomie de chaque territoire anciennement sous hégémonie de la France et de la Grande-Bretagne. Ce modèle d'union pose en effet de vraies bases de cohabitation, selon laquelle le peuple anglophone insiste pour conserver son ordre juridique et son système éducatif hérités (Ngho, 2018 : 34) de la colonisation Britannique. Dans ce cas, l'implication des deux parties, suite aux accords de Foumban,<sup>11</sup> doit être considéré comme un vecteur de renforcement de l'autonomie des Etats fédérés dans le cadre de la fédération. La période post Foumban a soulevé de nombreuses interrogations sur la conception même de l'autonomie des Etats fédérés, plus particulièrement en ce qui concerne le respect des droits de la minorité anglophone dans le processus de construction du nouvel Etat.

Le débat autour de la « double colonisation » franco-britannique, qui semble caractériser l'approche récente des ressortissants anglophones, vient aujourd'hui remettre à l'ordre du jour un passé glorieux où les anglophones avaient appris à se gouverner eux-mêmes. L'article de Gorji Dinka, « The new social Order », (Dinka, 1985 : 1-16) souligne clairement le changement d'orientation au regard des clauses prises à Foumban par les parties anglophones et francophone du Cameroun. Il en ressort que le non-respect des accords de Foumban participe à expliquer la crise politique anglophone. (Pommerole, Heungoup, 2017 : 526-538) Cela semble mettre en évidence un tournant dans la conception de l'avenir du Cameroun anglophone, qui prend désormais le sens d'un revisionnisme. Puisque cette conception par les anglophones est bien formulée par François Bédarida explique : « l'enjeu de mémoire qui continue de susciter bien des controverses » est bel et bien « celui de l'attitude des Français à l'égard de la persécution des Juifs ». (Azéma, Bédarida, 1995 : 3878) De manière contextuelle, les anglophones estiment

---

<sup>10</sup>Le 11 février 1961, les deux parties du Cameroun (*Northern Cameroon, Southern Cameroon*) étaient soumis à un vote, le Northern Cameroun plus radical pour le rattachement au Nigeria et constituant un moment de deuil national. Tandis que le Southern avec un vote massif de pour la fusion avec l'ex-territoire sous administration française.

<sup>11</sup>En 1961, réunis à Foumban, les dirigeants du Cameroun francophone et du Cameroun anglophone se réunissent dans cette ville pour discuter des modalités d'un retour à une vie commune. Cela n'a été possible que dans le cadre d'un Etat fédéral, où chaque Etat gardera la main mise sur les affaires locales, ceci sous le respect des lois fédérales.

qu'ils ne sont pas suffisamment intégrés au Cameroun. Ils revivent les images du passé, celles d'une recolonisation<sup>12</sup> de leur territoire par la République du Cameroun.

## 2.2 1961-1984 : récits d'une recolonisation du Southern Cameroon

Le renouvellement du discours au sujet d'un mariage de « dupe »,<sup>13</sup> contracté avec le Cameroun oriental (Cameroun français) est au centre des tensions d'une crise larvée que connaissent les régions anglophones actuellement. L'analyse de l'évolution du paysage politico-institutionnelle, de la manière dont le Cameroun est géré laisse croire selon les propos d'Elie Smith que la crise : « représente un problème de gouvernance, accentué par la déconstruction systématique du Cameroun anglophone, qui a fusionné avec la République du Cameroun en 1961 ». <sup>14</sup> Si l'énonciation d'un tel problème soulève certaines questions en lien avec l'éventuelle mise en œuvre d'une politique publique le résoudre. (Hassenteufel, 2011 : 93-114) Il en ressort que les racines de la « crise anglophone » se plonge dans le « problème anglophone » participe de la crise de gouvernance où la fédération qui s'est formée<sup>15</sup> a été progressivement transformée en un système politique hypercentralisé a conduit à la destruction des institutions étatiques anglophones, ajouté à cela le sentiment de discrimination et de marginalisation<sup>16</sup> des habitants du Cameroun occidental.

Par conséquent, les mouvements protestataires perçoivent la crise comme une opportunité de mettre fin à un régime oppressif. Boh Herbert, journaliste exilé aux Etats-Unis estime que le peuple anglophone subit « une troisième colonisation après celle de l'Allemagne et du couple franco-britannique », <sup>17</sup> en raison des allures d'un dirigeant en position de force<sup>18</sup> sur ses adversaires, <sup>19</sup> qu'affichait Amadou Ahidjo, président de la République du Cameroun Oriental.

---

<sup>12</sup>Entretien avec Elie Smith, Porte-parole de la All Anglophone Conference et membre de la société civile.

<sup>13</sup>Le mariage de dupe traduit ici une volonté délibérée du Cameroun francophone de n'avoir pas respecter les accords de 1961 qui marquait la vie commune des deux Cameroun sous un système fédéral. Entretien avec Monsieur X, premier adjoint au maire de Limbe 2, Limbé, 12 février 2022.

<sup>14</sup>Entretien avec Elie Smith, porte-parole de la All Anglophone Conférence, membre de la société civile, le 13 janvier 2022.

<sup>15</sup>Les accords consensuels, signés à Foumban, le 21 juillet 1961, étaient considérés comme un élément fondateur d'une gestion séparée et rigoureuse des deux Etats fédérés.

<sup>16</sup>Entretien avec le maire de Limbe 1, militant du rassemblement démocratique du peuple Camerounais, le 15 février 2022.

<sup>17</sup>Boh Herbert, échange avec Alain Foka lors de son émission le Débat Africain sur les antennes de Rfi, 2020.

<sup>18</sup>Selon Pierre Messmer, Haut-commissaire de la République française au Cameroun, Ahidjo se trouvait en position de force parce qu'il s'est rendu à Foumban avec un projet de constitution préparé plusieurs mois à l'avance par des juristes français et fort du soutien de la population du Cameroun francophone qui était quatre fois plus grande que celle du Cameroun anglophone. Cela lui conférait donc une domination naturelle.

<sup>19</sup>Le président Ahidjo lors de la clôture les travaux de Foumban le 21 juillet 1961 par une réponse aux amendements présentés par les délégués anglophones déclare : Le mot « indivisible » disparaîtra du projet ; une clause garantissant l'intégrité de la fédération et empêchant toute possibilité de sécession sera introduite. Faute de ressources financières importantes, il ne saurait être question de parlement bicaméral. La « House of Chiefs » sera



Elie Smith, citant Nicodemus Fru Awasom, ne partage pas l'idée selon laquelle la « minorité anglophone utilise la violence dans le but de détruire l'intégration nationale et l'unité de l'Etat ». (Awasom, 2002 : 425-459) Le fédéralisme, plébiscité de 1961 a pris du plomb dans ses ailes, le rapport de force (Charaudeau, 2005 : 236) étant favorable à la République du Cameroun francophone conduit par Ahidjo. Selon Moustapha Ngouana, avec son lot d'accords kafkaïens, les assises de Foumban renouvellent la rhétorique au sujet du « faux fédéralisme » au cœur de la naissance même du problème anglophone aux encablures des années 2016. En 1972, Ahidjo décide par un referendum contesté de changer le paysage politico-institutionnel où le Cameroun passe de la fédération à l'Etat unitaire. (Awasom, 2002 : 55) En 1984, le successeur constitutionnel d'Ahidjo, Paul Biya, a supprimé l'appellation « République Unie du Cameroun » et l'a remplacée par « République du Cameroun ». (Koning, Nyamnjoh, 1997 : 207-229) Face à cette roublardise, Elie Smith, ce proche du Cardinal Christian Tumi et porte-parole de la All Anglophone conférence dénonce ce « mariage de dupe ». <sup>20</sup> Selon ce dernier, la fusion des deux Cameroun n'était pas motivée <sup>21</sup> par la volonté de créer un Etat fédéral mais de poser les jalons de la construction d'un Etat unitaire. De ce fait, « la fédération n'étant qu'une étape devant conduire à l'Etat unitaire du Cameroun ». <sup>22</sup> On peut donc comprendre que le « problème anglophone » nait de l'hypertrophie des compétences fédérales, <sup>23</sup> c'est dire qu'en vertu de l'article 5 de la constitution fédérale, <sup>24</sup> le président possède des pouvoirs très larges, installe un Etat hypercentralisé, donnant l'impression aux anglophones d'être absorbé.

La crise est selon Simon Munzu, une opportunité pour les contestataires « recréer un Etat fédéré anglophone et un Etat fédéré francophone », <sup>25</sup> avec un statut d'égalité entre les deux entités. <sup>26</sup> Avec l'ensemble de la communauté nationale, les populations des régions anglophones deviennent le « visage

---

maintenue. Yaoundé demeurera la capitale fédérale. Il n'y aura pas de double nationalité. Le président et le vice-président seront élus au suffrage universel.

<sup>20</sup>Entretien avec Elie Smith, porte-parole de la All Anglophone Conference, Yaoundé le 13 janvier 2022.

<sup>21</sup>Le président Amadou Ahidjo a marché sur le principe d'équilibre et d'égalité entre les deux entités.

<sup>22</sup>Entretien avec Elie Smith, porte-parole de la All Anglophone Conference, Yaoundé le 13 janvier 2022.

<sup>23</sup>Par la modification de l'article 39 de la constitution du 10 novembre 1969, les premiers ministres des Etats fédérés n'étaient plus investis par le parlement mais nommés par le président de la République fédérale. Cette infantilisation par la fragilisation des pouvoirs du premier ministre dans les Etats fédérés permet à Ahidjo d'asseoir son projet national : la construction de l'unité nationale du Cameroun

<sup>24</sup>Plus précisément, le contenu de l'article 5 montrait bien que l'Etat fédéral s'était taillé la part du lion en matière de partage de compétences. Il s'agissait alors, selon le Président Ahmadou Ahidjo, de « *tout ce qui ressort de la souveraineté nationale* » et des « *domaines qui pour des raisons techniques, ne peuvent être laissés à la gestion des États* ».

<sup>25</sup>Sur la constitution alternative, Cameroon post, N°165 du 1<sup>er</sup> au 7 juin 1993, pp.1-24.

<sup>26</sup>Dans le souci de protéger l'intégrité territoriale et l'indivisibilité, l'Etat doit donner un statut d'égalité et à l'anglais dans les institutions, respecter la diversité nationale dans la nomination aux emplois publics, de consacrer officiellement le caractère biculturel du Cameroun.

humain de la lutte pour le changement », ou encore « le caillou dans la chaussure du Cameroun ». <sup>27</sup> A cet égard, pour justifier cet acte d'assimilation, le gouvernement de l'époque prétend que la « fédération » coûte chère, <sup>28</sup> et procède par la mise sous-tutelle des Etats fédérés (Manassé, 2021 : 1-29) par l'Etat fédéral, conduit à la suppression de l'héritage culturel, marqueur de l'identité du peuple anglophone. Dès lors, la survie du territoire anglophone dépend de la capacité de ses leaders à imposer un rapport de force. Se retrouvant piégés dans une situation où la préservation de leur identité et la reconstruction de leur Etat devient incompatible, les leaders doivent les revendications plus « politique » que social, c'est-à-dire inscrire le débat sur la politisation pour espérer gagner des gains politiques. Loin d'être une simple opération de déduction, le recours à la mémoire de l'histoire a des liens directs avec les fameux événements de 2016 qui constituent le point suivant de notre développement.

### **2.3 Les fenêtres d'opportunité au cœur de la fabrication du problème anglophone**

Comment expliquer l'émergence et la mobilisation autour de la crise dite anglophone dont les racines sont ancrées, depuis la formation de l'Etat fédéral au moment de son accession à l'indépendance en 1961 ? La crise dans les régions anglophones, a posé une multitude de défis dont le principal est l'incapacité croissante de l'Etat, à répondre aux revendications des mouvements syndicaux vers la fin de l'année 2016. Cette incapacité à intervenir (Padioleau, 1982 : 45) pour résoudre le problème social, (Becker, 1966 : 65) susceptible de garantir la paix, offre une fenêtre d'opportunité <sup>29</sup> (Ravinet, 2014 : 274-282) aux contestataires de mettre sur agenda (Muller, 2018 : 29) le problème anglophone, en s'appuyant sur les éléments déclencheurs de la crise. Dans le cas particulier de Nord-ouest et du Sud-ouest, les revendications sectorielles, produit de la mauvaise gestion de l'aspect culturel, héritage de l'ancienne puissance britannique, s'est caractérisée par les mobilisations des magistrats et des enseignants anglophones exerçant dans le Nord-ouest et le Sud-ouest du Cameroun posent des problèmes plus techniques que politique. C'est-à-dire que les avocats dénoncent une dilution du système de la Common Law dans le système d'inspiration romano-germanique. <sup>30</sup> Et selon Elie Smith, les enseignants contestent le « déploiement d'enseignants francophones dans des

---

<sup>27</sup>Entretien avec Elie Smith, porte-parole de la All Anglophone Conference, Yaoundé le 13 janvier 2022.

<sup>28</sup>L'Etat du Cameroun supporte le lourd fardeau du financement de 04 assemblées notamment : l'assemblée fédérale, l'assemblée du Cameroun oriental, l'assemblée du Cameroun occidental, et la chambre des chefs du Cameroun occidental. Trois gouvernements à savoir : le gouvernement fédéral, le gouvernement du Cameroun occidental et celui oriental.

<sup>29</sup>Une fenêtre d'opportunité est une période de temps pendant laquelle une action peut être entreprise pour atteindre le résultat souhaité.

<sup>30</sup>Déclaration d'Alice Sadio, présidente nationale de l'Alliance des Forces Progressistes (AFP), Cameroun-info, 23 novembre 2016.

écoles anglophones », <sup>31</sup> et réclame une prise en compte de leur spécificité culturelle et linguistique. (Larcher, 2016 : 2) Ce n'est pas mal en soi, mais on conviendra que la question l'identité a le plus souvent été traitée comme un élément rhétorique servant à la mobilisation populaire et rendre le problème public. (Fillieule, Lilian, Pêchu, 2009 : 1066)

L'identité ici, on l'oublie très facilement s'inscrit dans les rapports sociaux. L'identité anglophone est indissociable des relations sociales et des rapports de pouvoir qui en fournissent la substance. La culture anglo-saxonne devient pour ces contestataires le dernier référent, qui affirme que l'identité anglophone naît du besoin d'authenticité, d'égale dignité, de la lutte pour les franchises et du ressentiment provoqué par un statut précaire des individus. Cette multi sectorialisation des mobilisations va au-delà de la colère des avocats et des enseignants, et se généralise par l'entrée en scène de la société civile, et des corporations de métiers du secteur informel à l'instar des okada-boys (mototaxis) et des vendeurs à la sauvette. Ces mobilisations des acteurs d'horizons divers traduisent le sentiment de l'exclusion, et Elie Smith d'affirmer : « La minorité culturelle anglophone est confinée dans des conditions socioéconomiques défavorables qui les emmènent à douter de leur chance réelle d'inclusion ». <sup>32</sup> Cette expression supposée de l'exclusion socioéconomique et politico-institutionnelle que vivent la minorité anglophone, conduit plus d'un à penser que l'Etat du Cameroun dans son fonctionnement actuel est inopérant pour eux.

Ces revendications sont souvent éclipsées par le regard globalisant, donc réducteur que portent plusieurs discours actuels. Les défenseurs les plus radicaux de la culture anglophone sont souvent plein de nostalgie au regard de l'époque où les rapports entre les deux Cameroun s'opéraient sur une base fédérale. Tassang Wilfred, réinvestissant le champ de la protestation explique : « Le gouvernement, en raison du tribalisme et du népotisme, a même commencé à recruter des francophones pour enseigner l'anglais à des enfants anglophones. C'est scandaleux ». <sup>33</sup> Le défi immédiat consiste à recadrer certaines élites, et dénoncer la politique publique de l'éducation trop généreuse au système francophone. Cela peut expliquer une réelle

---

<sup>31</sup>Entretien avec Elie Smith, porte-parole de la All Anglophone Conférence, membre de la société civile le 13 janvier 2022.

<sup>32</sup>Entretien avec Elie Smith, porte-parole de la All Anglophone Conférence, membre de la société civile, le 13 janvier 2018.

<sup>33</sup>Dr Tassang Wilfred est enseignant secrétaire général du syndicat des enseignants anglophones, le Cameroon Teachers' Trade Union (CATTU). Dans une lettre ouverte adressée aux ressortissants de la partie francophone du pays, cet enseignant qui est un des acteurs majeurs de la contestation qui a cours dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-ouest reproche à ces derniers de s'être accommodés ou de tirer des dividendes du « régime kleptocratique et corrompu » qui dirige le Cameroun.

perte de la qualité et des standards de la formation.<sup>34</sup> Conscient de l'importance de la question, Jean Paul Kouega place la crise anglophone au cœur de sa réflexion. Pour lui, les questions linguistiques (anglais) qu'il associe aux sources de l'identité anglophone sont les questions sur lesquelles se construit le vivre ensemble. L'énonciateur résume ses propos en ces termes : « Si ces professeurs et avocats monolingues francophones avaient été des bilingues compétents ». Cela signifie qu'une partie du problème anglophone provient de l'échec du sous-système francophone à produire des citoyens bilingues ». (Kouega, 2018 : 1-9) En fait, l'énonciateur cherche à « imputer la responsabilité du problème » comme celle de la communauté francophone. Ici, c'est le système de formation dans le Cameroun francophone, qui n'a pas pris en compte cet aspect « biculturel » dans la formation des hommes.

Cet échec de ce sous-système, qualifié d'assimilationniste, est perçu par le Cardinal Tumi de manœuvre consciente<sup>35</sup> de Yaoundé pour saper l'identité et la culture anglophone. Nous comprenons qu'avec la dénonciation des pratiques sociales que manifestent une identité collective particulière, le péril est en la demeure. Si le « vivre-ensemble » semble être en proie à des ruptures, ce problème n'est cependant pas insurmontable et offre une opportunité au mouvement social anglophone de durcir ses positions afin d'obtenir des concessions dans son rapport avec le pouvoir. Le consortium de la société civile du Cameroun anglophone (CRCSC),<sup>36</sup> appelle à l'opération ville morte et demande aux populations de rester chez eux. La multiplication et la politisation de l'identité dans ce contexte, est associée à la promotion d'intérêts et des droits particuliers aux peuples anglophones, heurtant de ce fait les certitudes universalistes et rationalistes sur lesquelles la société et l'Etat ont été échafaudés par les pères fondateurs des indépendances du Cameroun. Face à ces appels aux « Ghost Town », le gouvernement suspend la connexion internet<sup>37</sup>, et les leaders comme, l'avocat Agbor Félix

---

<sup>34</sup>Entretien avec Elie Smith, porte-parole de la All Anglophone Conférence, membre de la société civile, le 13 janvier 2018.

<sup>35</sup>Privé de Conférence anglophone (Anglophone General Conference, AGC) par le pouvoir, le Cardinal Tumi et son équipe de l'AGC ont entrepris de mener une étude intitulée *Réactions of the Anglophones to the AGC Questionnaire – The RAAQ*. Ils ont notamment présenté ses résultats lors du Grand Dialogue National en octobre 2019.

<sup>36</sup>Le 17 janvier 2017, le Ministre de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation Mr. René Emmanuel Sadi prend un arrêté N°00000009/A/MINATD/CAV portant dissolution de la Cameroon Anglophone Civil Society Consortium (CACSC)

<sup>37</sup>Le 17 janvier 2017, le gouvernement via le Ministre des Postes et Télécommunications, Mme Libom Li Nkeng suspend la connexion dans les régions du Nord-ouest et du Sud-ouest afin de mettre fin à la diffusion des actes criminels orchestrés par des activités extrémistes à la suite des revendications.

Nkongho,<sup>38</sup> Fontem Neba,<sup>39</sup> et plusieurs autres activistes, sont arrêtés et transférés à Yaoundé. Si la crise est liée à la mauvaise volonté<sup>40</sup> des pouvoirs publics, l'animateur radio et chanteur la lutte pour la cause anglophone Mancho Bibixy estime : « le gouvernement n'est pas soucieux des différences culturelles, ni sensible à la protection de l'identité culturelle des peuples Anglophones ». Malgré la timidité avec laquelle les pouvoirs publics ont réagi, les solutions ne résidaient plus dans la mise en place de mécanismes institutionnalisés de reconnaissance explicite et de représentation de groupes minoritaires et marginalisés (les mouvements des enseignants et avocats anglophones).

### **3 L'efficacité contextuelle du discours dans la mise en scène du problème anglophone au Cameroun**

Afin de pouvoir avancer dans notre article sur l'instrumentalisation de de l'identité, les données collectées nous font constater que les pouvoirs publics n'ont pas pris en compte les critiques proférées contre le modèle voyageur (3.1) de gouvernance exportée dans les régions anglophones du Cameroun. Cette absence de pertinence dans la résolution des problèmes posés, à contribuer à réinterroger, voir mettre en scène un ordre politique en désordre. (3.2) De ce fait, le Grand dialogue national est considéré comme lieu de consentement politique, a été un instrument à l'efficacité relative dans la stabilisation des tensions sociales. (3.3)

#### **3.1 Réaction du gouvernement face au rejet du modèle voyageur par les définisseurs de la cause anglophone**

Une meilleure compréhension des causes de l'enlisement de la crise dans les régions anglophones est essentielle, pour voir comment elle se transforme en une hydre. Cette partie vise à analyser les actions posées par les acteurs anglophones, face à l'inaction politique des pouvoirs publics pour résoudre le problème dès son éclatement. Nous nous appuyons sur l'hypothèse d'un gouvernement autiste, l'autisme doit être perçu comme une absence de politiques publiques pour résoudre le problème posé les mouvements corporatistes, susceptible

---

<sup>38</sup>Agbor Nkongho alias Balla, né Félix Agbor Anyior Nkongho né le 23 août 1970 à Kumba, est un avocat camerounais, spécialiste des droits de l'homme, président de l'Association des avocats du Fako, vice-président de l'Association des avocats africains en charge de l'Afrique centrale, fondateur et président du Centre pour les droits de l'homme et la démocratie en Afrique et fondateur du cabinet d'avocats.

<sup>39</sup>Dr Fontem Aforteka'a Neba est né le 8 août 1970. Il est titulaire d'un doctorat de l'université d'Ibadan au Nigeria. Il est linguiste, conférencier, auteur et militant. Il est l'auteur de *English Language Mastery and Academic Success*. Il était le secrétaire général du syndicat des enseignants de l'université de Buea (SYNES) avant son arrestation le 17 janvier 2017 et le secrétaire général du Consortium de la société civile anglophone du Cameroun interdit (CACSC).

<sup>40</sup>Dr Neba s'adressant au quotidien le jour lors de la visite des membres du groupe parlementaire du Front social-démocrate (SDF) le 7 avril 2017.

d'avoir des conséquences multiples. Face donc à un gouvernement resté passif et attentiste, la crise devient particulièrement aiguë lorsque le déni de reconnaissance suscite ainsi le débat, et se traduit par : « L'expression-même des frustrations incessantes endurées par les anglophones depuis le début de cette expérience d'union ». <sup>41</sup> Frappé d'un certain révisionnisme <sup>42</sup> historique, la souffrance des anglophones semble subir des tentatives de falsification. (Rateau, 2007 : 26-58) En conséquence, les propos tenus Paul Atanga Nji <sup>43</sup> illustre comment la naissance de la crise et sa complexification, rendant toute tentative du traitement du problème improbable. Niant l'existence du problème anglophone, ce dernier déclare :

« Je vais dire d'emblée et clairement que les anglophones ne sont pas marginalisés au Cameroun. Je dirai plutôt preuve à l'appui que le chef de l'Etat, S.E Paul Biya a toujours accordé aux anglophones un traitement préférentiel. Je suis surpris par ce débat qui n'a pas de sens ». <sup>44</sup>

Ces propos polémiques (Ducrot, 1972 : 214) d'un haut responsable tentent de faire accepter à l'opinion publique que le problème anglophone n'existe pas, et serait une pure imagination. D'ailleurs il rajoute : « Qu'il n'y a pas malaise, mais il y a plutôt manipulation », ce qui consiste à remettre en cause la réalité historique appartenant à la dynamique de construction de l'Etat du Cameroun. Face à cette obstruction dans la reconnaissance du problème anglophone, Wilfried Tassang estime que le ministre Atanga Nji « nie tout comme si nos revendications n'avaient pas fondé ». (Le Monde, 2017 : 3) Devenu un problème crucial, les anglophones continuent de rejeter le « modèle voyageur » (Sardan, 2021 : 45) qui est l'une des manifestations tangibles d'un malaise souvent profond par rapport à la marginalisation des peuples issus du Cameroun occidental. Ce modèle importé dans les régions anglophones est soumis au sens de Sardan à « l'épreuve » des contextes, (Sardan, 2021 : 45) qui tourne fréquemment à la « revanche des contextes ». (Sardan, 2021 : 45) Cette revanche s'explique dans la mesure où les politiques publiques prises n'ont pas suffisamment intégrées les aspirations des protestataires.

---

<sup>41</sup>Du 11 au 14 octobre 2016, à travers un communiqué, le syndicat des enseignants du supérieur lance un mot d'ordre de grève de 4 jours en soutien à la grève des avocats.

<sup>42</sup>Au sens strict, le négationnisme est la « doctrine niant la réalité du génocide des Juifs par les nazis, notamment l'existence des chambres à gaz. » (Larousse en ligne) ; par extension, le terme désigne la négation d'autres génocides et d'autres crimes contre l'humanité. La littérature sur le négationnisme est abondante. Il existe des études sur le sujet dans de nombreux pays ainsi que des biographies de négationnistes.

<sup>43</sup>Paul Atanga Nji à l'époque était ministre chargé de mission à la présidence de la République, qui après sa sortie foireuse sur les antennes de la Crtv au sujet de l'inexistence du problème anglophone a été promu ministre de l'administration territoriale depuis le 02 mars 2018.

<sup>44</sup>Paul Atanga Nji, ministre chargé des missions à la présidence de la République a lui aussi réagi à la crise anglophone dans une interview à Cameroun tribune et rapportée dans l'édition du 25 novembre 2016.

Quelles sont réponses apportées au rejet du « modèle voyageur » (Sardan, 2021 : 45) par les contestataires ? A l'aube des revendications des avocats,<sup>45</sup> des enseignants,<sup>46</sup> le régime brutal de Yaoundé croit devoir contrôler la situation choisit dans un premier temps la répression. (Orock, 2021 : 1-29) Cette absence d'écoute, interprétée par cette « *minorité visible* » (Beauchemin, Hamel, Maud 2010, 1-4) comme une forme de « mépris » (Honneth 2002 : 146) intensifie la contestation. Pour International Crisis Group (ICG), les affrontements entre force de l'ordre et manifestants font fait état de plusieurs personnes blessées, (ICG, 2017 : 5) des dizaines d'autres arrêtées, et quelques deux personnes tuées. Face à ces mouvements de résistance, Philémon Yang, premier ministre crée un comité interministériel, (ICG, 2017 : 5) constitué de quatre ministres francophones et placé sous la supervision du directeur du cabinet du premier ministre. En signe d'apaisement, la liste des problèmes à l'ordre du jour est transmise aux autorités, (Cobb, Elder, 1972 : 45) celles-ci ont pris des mesures pour y répondre dans la limite des moyens. De manière plus concrète, la mise en œuvre certaines demandes des grévistes commença début 2017. Le recrutement de 1000 enseignants bilingues, une subvention de 2 milliards de francs CFA (3 millions d'euros) pour les écoles privées et le redéploiement des enseignants francophones hors des régions anglophones. (ICG, 2017 : 5) En outre, le président de la République décide le 23 janvier 2017 de la création d'une Commission Nationale pour la Promotion du Bilinguisme et du Multiculturalisme (CNPBM), (Bensimon, 2017) et le 30 mars 2017, le gouvernement annonce la création d'une section Common Law à la Cour Suprême et à l'Ecole Nationale d'Administration et de Magistrature (ENAM). De plus, on assiste au recrutement des magistrats anglophones, la création des départements Common Law dans universités francophones et l'autorisation provisoire pour les avocats anglophones (ICG, 2017 : 5) de continuer d'exercer les fonctions de notaire dans le Nord-ouest et le Sud-ouest.

Il n'en demeure pas moins que le train des reformes est perçu comme étant moins fondamental et relativement lent. La principale critique adressée aux dirigeants étatiques centraux, est relative au manque de volonté politique en faveur de la réforme de l'Etat, qui est perçu comme cet Etat qui ne veut pas décoloniser les périphéries. Face à cette incapacité des

---

<sup>45</sup>Le 11 octobre 2016, les avocats dénoncent le non-respect de la Common Law dans les deux régions anglophones. Ils demandent également que le Code de l'Organisation pour l'Harmonisation des en Afrique du Droit des Affaires (OHADA) et d'autres textes de loi soient traduits en anglais. Ils critiquent enfin « la francophonisation des juridictions de la Common Law, qui se traduit par l'affectation en zone anglophone des magistrats francophones ne maîtrisant ni la Common Law, ni l'anglais, et par l'affectation des notaires alors que cette fonction est assurée par les avocats dans le système de la Common Law.

<sup>46</sup>Le 21 novembre 2016, les enseignants rejoignent la grève initiée par les avocats, dénonçant le manque d'enseignants anglophone, l'affectation d'enseignants francophone et « le non-respect du caractère anglo-saxon des écoles et universités de la zone anglophone ».

pouvoirs publics de libérer les énergies au niveau local, les contestataires ne lâchent pas la pression. Au regard du caractère extrêmement sensibles des réformes souhaitées, le gouvernement installe une logique répressive,<sup>47</sup> suivie de la décapitation des leaders de la contestation par les arrestations,<sup>48</sup> les manifestants ne décolèrent pas. L'agitation politique de l'identité anglophone comme un épouvantail participe « l'ingénierie politico-identitaire des élites qui manipulent le logo anglophone ». (Sindjoun, 1994 : 60) Le désaccord entre les leaders anglophones et les autorités centrales de Yaoundé découlait par conséquent de la « surenchère » par les contestataires, en faveur d'une gestion plus autonome dans le cadre d'un Etat fédéral et d'un mode de gouvernance plus équitable. Face à cette « discrimination officielle » supposée, et les mesures cosmétiques apportées aux revendications, la lutte pour la reconnaissance prend les allures d'un conflit armé. Boh Herbert, journaliste exilé aux Etats-Unis note que : « le Cameroun se comporte comme un colon qui met en œuvre son projet hégémonique et d'assimilation des anglophones ».<sup>49</sup> On convoque ici l'idée développée par Charles Tilly, qui estime que la césure entre l'Etat et la société peut entraîner la prise du pouvoir par la force ou aux brusques changements de gouvernements. (Tilly, 1990 : 49) La crise anglophone s'explique donc par cette rupture de relation entre Etat-société, marquée par la « revanche de la société » (Bayart, 1983 : 95) elle-même. La crise suscite donc l'auto-détermination du Southern Cameroon, qui rejoint ainsi cette éventualité envisagée par Gorgi Dinka dans le cadre de la proclamation de la république d'Ambazonie. (Dinka, 1985 : 11)

De manière contextuelle, et dans cette lutte pour la restauration de « l'Ambazonie »,<sup>50</sup> le premier octobre 2017, date symbolique de la réunification, Sissiku Ayuk Tabe proclame à nouveau l'indépendance de cette « République fantasmée de l'Ambazonie », en intégrant la perspective d'une confrontation militaire dans la stratégie de « guerre de libération nationale ». (Mukong, 1993 : 126-149) Cette option pour la séparation, assimilée par Elad, Munzu et Anyangwe à la guerre de l'Erythrée contre l'Ethiopie, (Munzu, Ekontang, Elad, 1993 : 2) est défendue par les groupes armés tels l'Ambazonia Défense Forces (ADF), les Red Dragons dans le Lebialem, et bien d'autres groupes armés. La préférence accordée au dispositif guerrier dans

---

<sup>47</sup>Entre octobre 2016 et février 2017, au moins 9 personnes ont été tuées, 82 personnes ont été arrêtées (avocats et journaliste) selon le ministre de la Communication, près de 150 selon le SDF, et jugées par un tribunal militaire en vertu des dispositions de la loi antiterroriste.

<sup>48</sup>Le 21 janvier 2017, arrestation de Paul Ayah Abine, ancien avocat général près de la Cour Suprême du Cameroun et candidat à l'élection présidentielle de 2011.

<sup>49</sup>Propos tenus par Boh Herbert sur les antennes de radio France internationale au cours de l'émission intitulée le débat africain en 2020.

<sup>50</sup>L'Ambazonie est le nom donné de la région revendiquée par les indépendantistes, en référence à la Baie d'Ambas traversant la partie anglophone du Cameroun.



la gestion de l'insécurité pousse les combattants illégaux, à s'inscrire une guerre asymétrique comme principale réponse face à la puissance de feu des forces armées républicaines. Procédant par les attaques surprises, enlèvements, tueries, les séparatistes s'appuient sur un narratif qui a contribué à « anglophoniser » la représentation politique, et par conséquent à légitimer l'instrumentalisation de l'anglophonie, tout en plaçant les divisions culturelles et sociales entre les deux Cameroun au centre même du nationalisme anglophone. En dérogeant au canal républicain de revendication, la prise des armes vise à révéler la vanité formelle des engagements souscrits par le Cameroun francophone vis-à-vis des du Cameroun anglophone. Le peuple anglophone est considéré aujourd'hui comme « révolté », et le recours à la violence semble alors témoigner d'une référence à la justice plus haute que les accords trahit.

### **3.2. Mise en scène d'un ordre politique en désordre par l'effondrement du modèle dominant**

L'interprétation des causes et des effets de la crise dans les régions anglophones a permis aux acteurs de la société anglophone, puis de la société globale à se construire une représentation du monde social. (Bourdieu, 1981 : 4-34) De ce point de vue, ces claimsmakers (entrepreneurs de plainte) rejettent « l'apathie politique » et de « l'incompétence », par l'instauration du néo patrimonialisme, (Médard, 1990 : 25) qui ne favorise pas une politique par le bas, (Bayart, 1983 : 52-82) en nette rupture de lien entre Etat-société. (Richards, 1995 : 76) Ce clivage naît du bricolage de la gouvernance qui remet à l'ordre du jour les déterminants structurels qui ont permis aux contestataires de passer d'une situation de crise sectorielle à une situation de démolition du paradigme dominant. L'exemple de la crise anglophone a montré une dynamique d'interdépendance inégale entre le centre « lieu dominant » et la périphérie constituée par des « lieux absorbés », (Sindjoun, 1994 : 61) Il devient alors possible d'expliquer la crise, où l'absence de développement socio-économique et politique par le fait d'une pénétration directe (Bourdieu, 1986 : 5-19) des périphéries par le centre.

Depuis l'avènement de la crise, il est difficile d'ignorer, malgré la volonté de réforme des dirigeants politiques, de constater que le fonctionnement du Cameroun est révélateur des vérités les plus cachées, le paradoxe d'une « société bloquée », (Crozier, 1970 : 90) qui conduit à l'impossibilité d'un fonctionnement normal de la société politique. Parlant de cet Etat qui exerce sur ses citoyens de la violence symbolique, (Bourdieu, 1997 : 271) Charles Njikam estime que : « Cet Etat postindépendance est restée largement aveuglé face à l'appel aux grands

changements ». <sup>51</sup> Le système politique Camerounais reste donc le lieu de tous les paradoxes : paradoxe d'une réforme historique en vue de consolider l'unité nationale, paradoxe d'un système politique où les libertés sont confisquées, paradoxe d'une réforme constitutionnelle qui consacre la décentralisation, avec le financement qui constitue in immense défi, où les dirigeants cherchent à contrôler le pouvoir politique à partir de son centre. Dans un tel contexte, le pouvoir personnel (Jackson, Rosberg, 1982 : 1) prend le dessus sur les règles formelles du jeu politique. C'est-à-dire que le pouvoir est très faiblement institutionnalisé, et empêche tout toute tentative de limiter l'usage du pouvoir, (Jackson, Rosberg, 1982 : 10) ceci affecte négativement l'exercice du pouvoir et la bonne marche des institutions de l'Etat. Le président de la République devient par conséquent un totem politique, <sup>52</sup> car toute décision nécessitant son aval. Ce paradoxe consacre les violations des droits et libertés individuelles, où la justice qui est un instrument de régulation des tensions sociale est devenue l'objet de marchandage. En d'autres termes, si vous disposez de l'argent, votre liberté est garantie, par conséquent, perd sa fonction d'arbitrage.

Aux yeux de nombreux observateurs, au nom d'une société bloquée dont parle Crozier (Crozier, 1970 : 90), le Cameroun se voit installé en son sein une hiérarchie bureaucratique, absorbée dans un réseau personnel contrôlé par le président lui-même. <sup>53</sup> Cela constitue l'une des manifestations de la crise anglophone où les contestataires rejettent la tendance des dirigeants néocoloniaux à monopoliser le contrôle de l'appareil d'Etat. Cette perspective liée à la forte centralisation crée une logique inégalitaire entre les « Big man » (Médard, 1992 : 166-192) et les gens ordinaires, met en exergue le néo-patrimonialisme de Médard, qui s'inspire également de Weber pour expliquer l'exercice du pouvoir en Afrique en termes de relation client-patron. (Médard, 1991 : 103) Cette situation crée donc « l'Etat fantôme », (Médard, 1990 : 25-36) qui se réfère à un système de règles existant en marge des institutions étatiques formelles et qui se base sur l'utilisation et l'accumulation des ressources de l'Etat comme outil politique. Une autre critique est celui du défi de l'alternance politique, où le pouvoir est transmis de manière personnelle. Ce déficit des règles formelles d'engagement politique au profit d'une succession ethno-clientéliste, <sup>54</sup> constitue une entrave considérable au processus de

---

<sup>51</sup>Entretien accordé par Charles Njikam, membre du MRC, 15 janvier 2022, Douala.

<sup>52</sup>Entretien accordé par François Bikoro, activiste et membre du RDPC, 27 janvier 2022, Yaoundé.

<sup>53</sup>Entretien avec maître Claude Assira, avocat au barreau du Cameroun et membre de la société civile, Yaoundé, 03 février 2022.

<sup>54</sup>Entretien accordé par Elie Smith, porte-parole de la All Anglophone Conférence, membre de la société civile, 13 janvier 2022, Yaoundé.

consolidation de la paix, avec cette rhétorique des « élections truquées, volées ». <sup>55</sup> La corruption est un trait prédominant, (Zach, 1993 :51-65) avec les détournements des fonds publics, les pratiques autoritaires participent de l'affaiblissement des institutions.

Une autre composante importante du processus de déconstruction de l'Etat autoritaire passe par son incapacité à construire les infrastructures d'Etat, la fourniture des services sociaux nécessaire, l'urbanisation des villes, qui pourraient constituer à élargir les bases socioéconomiques. La mauvaise gouvernance économique est de mise, parce que les élites politiques au Cameroun entretiennent un mauvais rapport avec les ressources, pratique une économie de rente.<sup>56</sup> Le mode de recrutement au sein de l'appareil d'Etat est déterminé par l'appartenance à des réseaux, tenus par les élites politiques. Cette incapacité de l'Etat du Cameroun à fournir des emplois et autres services sociaux de base (éducation, santé, sécurité) rentre dans la description faite par Crawford : « la pathologie du déclin d'un Etat, dans laquelle les gouvernants ne placent plus la lutte pour le progrès sociétal au cœur de leur raison d'être ». (Crawford, 1995 : 77-98) Cela explique donc une déconnexion des populations vis-à-vis de l'aristocratie au pouvoir, qui font du business politique. La police et la justice qui doivent remplir les fonctions élémentaires basiques<sup>57</sup> sont mis à contribution afin de restreindre l'activité des partis politique de position et de la société civile, et de pourfendre tout aussi les libertés fondamentales du citoyen. L'expérience de la crise anglophone démontre l'incapacité des acteurs politiques à fabriquer une dynamique inclusive de la gestion de l'ordre politique, explique en grande partie la manière dont l'Etat a fait recours au Grand dialogue national, un instrument de stabilisation de tensions sociales et de l'érection d'un ordre nouveau comme perspective de sécurité.

### **3.3. Grand dialogue national, instrument à l'efficacité relative dans la stabilisation des tensions sociales**

Le 25 septembre 2019, étouffé par les récits des outsiders, (Becker, 1985 : 12) le président de la République Paul Biya « soucieux » de la paix décide lors de son allocution à la nation, de convoquer le Grand Dialogue National, lieu socio-symbolique de la construction et de la libération de l'expression populaire. Par ce fétichisme politique, (Bourdieu, 1984 : 52-53) Paul

---

<sup>55</sup>Entretien accordé par Charles Njikam, membre du MRC, 15 janvier 2022, Douala.

<sup>56</sup>Entretien accordé par Charles Njikam, membre du MRC, 15 janvier 2022, Douala.

<sup>57</sup>Entretien accordé par Hilaire Kamga, acteur de la société civile et patron de la plateforme forme Offre Orange, 18 janvier, Yaoundé.

Biya, par cet acte de « magie politique », (Bourdieu, 1984 : 52-53) se pose en briseur de tabous et fait de la palabre nationale le symbole d'une forme d'anticrise contre lequel il veut lutter. Par exemple, l'éclatement de la crise en 2016 a eu d'énormes conséquences sociopolitiques dans les régions anglophones en particulier, et sur le Cameroun de manière globale : plus de 3000 morts, (ICG, 2017 : 7) rupture de la production agricole, afflux de réfugiés, perte économique énorme du fait de la coupure d'intérêt, etc. Une situation qui permet à un président sous pression d'organiser du 30 septembre au 4 octobre 2019 pour régler la crise anglophone, puis adresser de manière holiste les problèmes du Cameroun. Cet espace nouveau de discussion est a priori, organisé par thématique,<sup>58</sup> où les débatteurs se trouvent dans l'impossibilité de dépasser les cadres discursifs préétablis.

Cette polarisation des discussions<sup>59</sup> entre le camp des conservateurs,<sup>60</sup> et des progressistes<sup>61</sup> autour de la forme de l'Etat considéré est considéré comme un fétiche politique, (Bourdieu, 1984 : 49-55) une forme de l'Etat gravé sur du marbre, et dont l'impossibilité de sa redéfinition pousse Akéré Muna,<sup>62</sup> (Jeune Afrique, 2019) Alice Sadio (Rfi, 2019) à claquer la porte du dialogue. Si au regard du format et de la méthodologie adoptée, les modérés pensent qu'il serait absurde, voir une mascarade de croire que le GDN produira les un impact significatif sur le processus de sortie de crise, les indépendantistes par la voix de son porte-parole, adjoint Gabila Nubong Fohtung<sup>63</sup> estime que les conditions ne sont pas réunies pour un tel pourparler.<sup>64</sup> Donc cette grande réunion de famille était considérée par les uns comme un processus incrémental, et pour les autres comme un moment de négociation d'un nouveau rapport

---

<sup>58</sup>Le débat du GDN s'ouvre autour de huit thèmes : Bilinguisme, diversité culturelle et cohésion sociale, Système éducatif, Système judiciaire, Retour des réfugiés et des déplacés internes, Reconstruction et développement des régions touchées par le conflit, Désarmement, démobilisation et réinsertion des ex combattants, Rôle de la diaspora dans la crise et sa participation au développement du pays, Décentralisation et développement local.

<sup>59</sup>Le dialogue peut être saisi ici comme une tribune nationale et incisive destinée à enclencher des réformes structurelles et politiques fondamentale de l'Etat par le biais d'un processus de négociation.

<sup>60</sup>Les conservateurs ici sont constitués de groupe de personnes, généralement proche du pouvoir qui estiment que la forme de l'Etat ne doit faire l'objet de discussion. La discussion doit se faire dans le cadre de la constitution qui prévoit que l'Etat du Cameroun est un Etat unitaire décentralisé.

<sup>61</sup>Les progressistes par contre désigne de manière singulière les contestataires anglophones et de manière globale l'ensemble des autres acteurs de la société qui estiment que la forme de l'Etat actuel est inopérante, incapable d'apporter le développement économique et social, et de procéder à des reformes permettant l'émulation des périphéries.

<sup>62</sup>S'adressant à Jeune Afrique, Maitre Akéré Muna estime : « Nous ne sommes pas ici pour le show ! Il n'y a pas d'échanges, nous ne participons pas, nous sommes comme des spectateurs ». Jeune Afrique 2019

<sup>63</sup>Propos tenu par Gabila Nubong Fohtung sur les antennes de la chaine de télévision de propagande de l'Ambazonie basée en Afrique du Sud.

<sup>64</sup>Nous sommes prêts à dialoguer mais il faut que les conditions soient rassemblées pour qu'il y ait un dialogue pouvant aboutir à des solutions palpables et durables. Les conditions sont la libération des prisonniers politiques, il faut un cessez-le-feu et un arrêt des combats sur le terrain ; il faut qu'il y ait des garanties de la présence de la communauté internationale par exemple.

(Keutcheu, 2021 : 16) à l'ordre politique au Cameroun. La forme de l'Etat étant considéré comme un des éléments centraux de la crise, la mise à l'écart du débat sur la fédération a été un gros camouflet<sup>65</sup> pour l'aile progressiste de la communauté anglophone. Et Cornelius Esua, archevêque de Bamenda, explique que « nous avons deux cultures, deux façons de gouverner. Seul le fédéralisme peut nous aider à vivre ensemble ». <sup>66</sup> De ce fait, le GDN contribua de manière significative à parachever le processus de décentralisation, au moins sur son aspect formel. Sur d'autres plans, le GDN joua également un rôle capital en aidant le pouvoir en place à asseoir sa légitimité fragilisée par la crise et une élection fortement contestée par Maurice Kamto, leader du principal parti de position au Cameroun. La mise en place d'un certain nombre d'institutions en prélude au dialogue était l'objectif principal du pouvoir pour montrer sa main mise et le contrôle de la situation.

Le GDN fut conçu pour répondre en priorité aux besoins à court terme, hérité de la crise. Il visait la restauration des services essentiels comme l'eau et la santé, l'agriculture, le retour de réfugiés, les programmes de réinsertion sociale par la mise sur pied d'un plan d'urgence et de reconstruction. A long terme, poursuivre le processus de mise en place de la décentralisation comme le préconise David Abouem A Tchoyi, « la décentralisation est un partage de pouvoir entre l'Etat central et les CTD ». <sup>67</sup> Ainsi, axe fondamental du développement local, les Collectivités Territoriales Décentralisées (CTD) doivent avoir suffisamment de compétence afin qu'elles puissent s'administrer de manière autonome comme le prévoit l'article 55 al2<sup>68</sup> de la constitution, par des organes élus. Pour satisfaire la demande de la majorité des anglophones qui réclamaient le fédéralisme, le président Biya, en application de l'article 62 alinéas 2 de la constitution de 1996, décident au titre d'un compromis, <sup>69</sup> de l'octroi du statut spécial pour les régions du Nord-ouest et du Sud-ouest. La primauté accordée lors du GDN, a donnée aux anglophones plus d'avantages supplémentaires dans le domaine de la justice, de l'éducation et de la langue. Au plan de la représentation politique, les anglophones jouissent également au

---

<sup>65</sup>Agbor Nkongho, président du consortium anglophone exprimant sa frustration sur l'exclusion du fédéralisme lors des discussions dans le groupe décentralisation affirme : « Nous ne pouvons pas quitter cette salle sans évoquer la forme de l'Etat. Depuis lundi, je reçois des messages venant des séparatistes insistants qu'ils veulent le fédéralisme. La solution à cette crise est aussi simple que cela ».

<sup>66</sup>Cornelius Esua, archevêque de Bamenda, propos tenus lors du GDN dans la commission décentralisation.

<sup>67</sup> Cameroun Tribune, du lundi 7 octobre 2019.

<sup>68</sup>Les collectivités territoriales décentralisées sont des personnes morales de droit public. Elles jouissent d'une autonomie administrative et financière pour la gestion des intérêts régionaux et locaux. Elles s'administrent librement par des conseils élus et dans les conditions fixées par la loi.

<sup>69</sup>Ce compromis permet au Cameroun d'éviter la partition du Cameroun, se rapprochant des positions de Ahmadou Ahidjo qui estimait que : « le Cameroun de demain a besoin de tous ses enfants ». cf. Ahmadou Ahidjo a la Conférence constitutionnelle de Foumban, in la presse du Cameroun, numéro 3372 du jeudi 20 juillet 1961.

niveau du conseil régional d'une « House of Chiefs » (chambre des chefs). La technique du statut spécial consacre une autre spécificité par la création d'un Public Independent Conciliator,<sup>70</sup> (Loi sur CTD 2020) ceci aux dépens des huit autres régions du Cameroun. Cet écart sociopolitique participe de la correction de l'inégalité, de l'injustice supposée, en posant les bases de la réactivation d'une volonté de vie commune entre les deux entités issues de la colonisation.

#### 4. Conclusion

La saisie de l'identité anglophone permet de se rendre compte d'une situation vécue par une minorité visible, qui ne demande qu'à être pris en compte par l'immense majorité de camerounais issus du Cameroun français. Avec une trajectoire singulière, issue de la double colonisation franco-britannique sur les Cameroun, nous espérons avoir montré dans cet article comment les anglophones mobilisent leur identité pour revendiquer un certain nombre de choses. Il faut tout aussi se garder de rappeler qu'ils s'appuient sur un système de gouvernance basé sur l'indirect rule, pour montrer à la face du monde qu'ils étaient un peuple avant de se joindre au Cameroun français qui s'est vu imposé un autre système par l'ancienne puissance colonisatrice. La réunification avec le Cameroun francophone était une opportunité pour eux, de réapprendre à vivre ensemble. Or, cette quête de l'unité nationale, trahie par les autorités du Cameroun français fait l'objet de tentative de désunion du Cameroun d'aujourd'hui. L'instrumentalisation de l'identité par les acteurs de l'anglophonie identitaire, par le recours à la mémoire de l'histoire participe de la fragilisation de l'Etat. Pour cela, ils s'appuient sur les problèmes de gouvernance, qui participent de la déconstruction de l'Etat, un Etat impérialiste qui veut diriger tout à partir de son centre politique. Les revendications des mouvements syndicaux, le mutisme puis la répression des pouvoirs publics ont plongés le Cameroun dans une situation d'instabilité. Le réveil du nationalisme anglophone, qui se déchirent entre fédération, sécession, et décentralisation. Cette pression sur le dos de l'Etat pousse ce dernier à organiser le GDN qui semble être le lieu où tous les problèmes du Cameroun trouveraient des réponses. Malgré le parachèvement de la décentralisation, l'octroi du statut spécial, et bien d'autres mesures prises, le contrôle de l'Etat sur la société n'a pas diminué.

---

<sup>70</sup>La loi de 2020 sur les Collectivités territoriales décentralisées au médiateur d'examiner et régler les litiges opposant les usagers à l'administration régionale et communale ; défendre et protéger les droits et libertés dans le cadre des relations entre les citoyens et la région ou les communes de la région ; de veiller au respect par les personnes exerçant au sein de l'administration régionale ou communale de leurs obligations déontologiques.

## REFERENCES

- [1] Aboya, M. 2021. « Le parlementarisme sous tutelle de l'Etat fédéral (1961-1972) : une construction politique par le droit de l'Etat unitaire au Cameroun », Presse Universitaire de France/ « *Revue française de droit constitutionnel* » 2014/N°97 : 1-29.
- [2] Awasom, N. 2002. "Negotiating Federalism: How Ready Were Cameroonian Leaders before the February 1961 United Nations Plebiscites?", in *Canadian Journal of African Studies / Revue Canadienne des Etudes Africaines*, Vol. 36 N°3.
- [3] Azéma, J-P, Bédarida, F. 1995. « Controverses et enjeux de mémoire », 1938-1948. Les Années de Tourmente de Munich à Prague. Dictionnaire critique, Paris, *Flammarion*.
- [4] Bardin, L. 1977. *L'analyse de contenu*. Paris, P.U.F.
- [5] Bayard J-F. 1997. « L'illusion identitaire ». In : *Politique étrangère* N°4. 61<sup>e</sup> année : 931-932.
- [6] Bayart, J-F. 1991. La problématique de la démocratie en Afrique noire. « La Baule, et puis après? ». In: *Politique africaine* N°43: 5-20.
- [7] Bayart, J-F., 1981. « Le politique par le bas en Afrique noire. Questions de méthode », *Politique africaine* N°1 : 53-82.
- [8] Bayart, J-F. 1983. La revanche des sociétés africaines. *Politique Africaine*, n°11 : 95-127.
- [9] Becker, H. 1966. *Front cover image for Outsiders: Studies in the sociology of deviance*. Print Book, English.
- [10] Bertolt, B. 2018. « L'ennemi est parmi nous » : Les usages politiques de la loi antiterroriste au Cameroun. » *Journal des anthropologues* 3 (154-155): 85-107.
- [11] Blumer, H. 1969. *Symbolic interactionism: perspective and method*, University of California Press.
- [12] Bourdieu, P. 1981. « La représentation politique. Eléments pour une théorie du champ politique », *Actes de recherche en sciences sociales* N°36-37 : 3-24.
- [13] Bourdieu, P. 1984. « La délégation et le fétichisme politique », *Actes de la recherche en Science Sociale/Année/52-53/* : 49-55.
- [14] Bourdieu, P. 1976, *Question de sociologie*, les Editions de Minuit.
- [15] Charaudeau P., 2005. *Le discours politique. Les masques du pouvoir*, Paris, Vuibert.
- [16] Crawford, G. 2003. Promoting Democracy from Without - Learning from Within (Part. I). *Democratization*, vol.10, n°1 : 77-98.
- [17] Crozier, M. 1970. *La société bloquée*, Paris : Seuil.
- [18] De Sardan, O. 2021. *La revanche des contextes. Des mésaventures de l'ingénierie sociale en Afrique et au-delà*. Karthala.
- [19] Dobry M. 1986. *Sociologie des crises politiques*, Paris, *Presses de Sciences Po*
- [20] Ducrot, O. 1972. *Dire et ne pas dire. Principe de sémantique linguistique*. Paris, Hermann.
- [21] Fillieule, O, Mathieu L. Pêchu C. 2009. *Dictionnaire des mouvements sociaux*.
- [22] Foucault, Michel. 1994. « Entretien avec Michel Foucault », In Foucault, Michel. *Dits et Ecrits 1980-1988*. Paris, *Gallimard*, vol. IV : 41-95.

- [23] Hassenteufel, P. 2011. *Sociologie politique : l'action publique*, 2e édition, Paris, Armand Colin.
- [24] Hesse, M. 1980. *Revolutions and Reconstructions in the Philosophy of Science*. Bloomington : Indiana University Press.
- [25] Imbert, Jean. 1982. *Le Cameroun, Que sais-je ?* Paris, PUF, 3e édition.
- [26] Keutcheu, J. 2021. « La crise anglophone : entre lutte de reconnaissance, mouvements protestataires et renégociation du projet hégémonique de l'État au Cameroun ». *Politique et Sociétés*, 40(2), 3–26.
- [27] Kouega, J-P. 2018. « The Anglophone Problem in Cameroon: Focus on Education », *Open Access Library Journal* vol n°5 :1-9.
- [28] Konings, P et Nyamnjoh, F. 1997. « The Anglophone Problem in Cameroon. » *Journal of African. Modern Studies* 35 (2) : 207-229
- [29] Larcher, L. 2016. « Au Cameroun, la colère des anglophones », *La Croix*, 24 novembre 2020. <https://www.la.croix.com>. Consulté le 26 septembre 2024.
- [30] Machikou, N. 2018. « Utopie et dystopie ambazoniennes : Dieu, les dieux et la crise anglophone au Cameroun. » *Politique africaine* (150) : 115-138.
- [31] Marion, C. 2006. « Politisation et publicisation : les effets fragiles de la délibération en milieu populaire », *Politix* 75. 2006/3 N°75 : 33-51.
- [32] Ndam, N A. 1976. *Le Cameroun dans les relations internationales*, Paris, Librairie de droit et de jurisprudence.
- [33] Médard, J-F. 1991. *Etat d'Afrique Noire : Formations, Mécanismes et Crise*. Paris, Karthala.
- [34] Médard, J F. 1991. « Le rapport de clientèle : du phénomène social à l'analyse politique. », *Revue française de science politique* : 103-131.
- [35] Médard, J-F. 1990. « L'Etat patrimonialisé ». In : *Politique africaine*, n°39, L'Afrique autrement : 25-36.
- [36] Médard, J-F. 1992. « Le big man en Afrique. Du politicien entrepreneur », *L'Année sociologique*, N° 42 : 167-192.
- [37] Nicolson, I F. 1969. *The Administration of Nigeria, 1900–1960: men, methods and myths*, Oxford: Clarendon Press.
- [38] Ngoh, J. 2018. *Le Cameroun de 1884 à nos jours, Histoire d'un peuple*.
- [39] Padioleau J-G., 1982, *L'État au concret*, Paris : PUF.
- [40] Perham, Margery, Lugard. 1957. *The Years of Adventure, 1858-1898*, Cambridge University Press, 1957
- [41] Petrigh, C. 2019. « Le Cameroun anglophone. Un dialogue sans partenaire », *Notes de l'Ifri* : 1-40
- [42] Pommerolle, M, Heungoup, H. 2017. « The Anglophone crisis »: A tale of the Cameroon post colony », *African Affairs* 116, 464 (29171): 526-538
- [43] Jackson, R et Rosberg, C. 1982. *Personal rule in Black Africa: prince, autocrat, prophet, tyrant*. Berkeley. University of California Press.
- [44] Rancière, J. 1998. « Politique, identité, subjectivation », in *Aux bords du politique*, Paris, La Fabrique : 83-92.



- [45] Rateau, P. 2007. « La vérité, le mensonge et la loi », *Les temps modernes*, vol. N°4 : 645-646.
- [46] Ricœur, P. 2000. *La mémoire, l'histoire et l'oubli*, Paris, Seuil.
- [47] Stone, D. 1989, « Causal Stories and the Formation of Policy Agendas », *Political Science Quarterly*, 104 (2): 281-300.
- [48] Tilly C. 1992. *Coercion, Capital and European States, AD 990 -1992*, Oxford: Basil Blackwell.
- [49] Wamé, B. 2018. « Réseaux sociaux numériques et minorités. Stratégies médiatiques et lutte pour la visibilité des anglophones du Cameroun. » *Les cahiers du numérique* 3 (14) : 107-127
- [50] Zach, W. 1993. « Crisis, Structural Adjustment and Creative Survival in Sierra Leone” *Africa Development*, 18(1): 51-65.